

# Depuis l'affaire Markwalder, la crise de confiance entre parlementaires et lobbyistes

Source : <http://www.letemps.ch/suisse/2015/12/21/affaire-markwalder-crise-confiance-entre-parlementaires-lobbyistes>



## Depuis l'affaire Markwalder, la crise de confiance entre parlementaires et lobbyistes

6 minutes de lecture

Elections fédérales

Bernard Wuthrich

Publié lundi 21 décembre 2015 à 09:30, modifié mercredi 23 décembre 2015 à 11:54.

PARTAGE

EMAIL

FACEBOOK

TWITTER

LINKEDIN

L'affaire Markwalder a marqué une cassure. Depuis ce printemps, les relations entre les représentants d'intérêts privés et les parlementaires se sont tendues. Les nouveaux élus sont prudents. Ils ont délivré moins de la moitié des bostols dont ils disposent

Appelons-le Jean. Il est lobbyiste. Il est membre de la Société suisse de Public Affairs (SSPA), l'association faîtière des représentants des groupes d'intérêt. Il travaille pour une société active dans le secteur biopharmaceutique. Il aimerait disposer d'un badge lui donnant accès au Palais fédéral. Mais il n'a encore trouvé aucun

L'affaire Markwalder a marqué une cassure. Depuis ce printemps, les relations entre les représentants d'intérêts privés et les parlementaires se sont tendues. Les nouveaux élus sont prudents. Ils ont délivré moins de la moitié des bostols dont ils disposent

Appelons-le Jean. Il est lobbyiste. Il est membre de la Société suisse de Public Affairs (SSPA), l'association faîtière des représentants des groupes d'intérêt. Il travaille pour une société active dans le secteur biopharmaceutique. Il aimerait disposer d'un badge lui donnant accès au Palais fédéral. Mais il n'a encore trouvé aucun parlementaire qui accepte de le parrainer. «J'ai déjà fait des demandes, mais c'est difficile», confie-t-il.

Les obstacles que rencontre Jean illustrent le changement de climat qui s'est produit depuis l'affaire Markwalder. Rappelons que la libérale-radical bernoise Christa Markwalder avait été montrée du doigt pour avoir naïvement fait confiance à une lobbyiste chevronnée qui avait un mandat pour un parti kazakh. Cette affaire a généré de la méfiance.

Le Temps a demandé à plusieurs nouveaux élus comment ils réagissent lorsqu'ils sont approchés par des groupes de pression ou des agences de communication désireux d'obtenir d'eux un sésame d'entrée au Palais fédéral. C'est en effet la saison, est-on tenté de dire. Au début de chaque législature, les lobbyistes viennent «faire leur marché» parmi les nouveaux représentants du peuple, qui pour remplacer un parrain ayant quitté le parlement - volontairement ou non -, qui pour s'ouvrir une ligne directe qu'il n'avait pas encore.

Martin Schlöpfer entre dans la première catégorie. Très connu à Berne, le représentant de Migros n'a eu aucune peine à renouveler son badge après la non-réélection de Jean-René Germanier (PLR/VS). C'est Corina Eichenberger (PLR/AG) qui prend le relais. Détail piquant: c'est par elle que la lobbyiste mêlée à l'affaire Markwalder accédait au parlement jusqu'à ce printemps.

## 241 noms

On sent les nouveaux députés prudents. Les chiffres le confirment. La liste publiée le 18 décembre par les Services du parlement recense 241 noms, soit moins d'un accrédité par élu - les Chambres fédérales comptent 246 membres. A titre de comparaison, il y en avait 295 à la même époque en 2011 et l'on a dénombré plus de 400 «invités» durant le reste de la législature.

«Je me donne deux sessions pour décider à qui je délivrerai mes deux badges», confie Philippe Bauer (PLR/NE). «Je ne souhaite pas en attribuer la première année. J'ai reçu des demandes du secteur bancaire, mais je n'ai pas envie de devoir surveiller la personne à qui je donnerais ma confiance», complète Benoît Genecand (PLR/GE).

Je n'ai pas envie de devoir surveiller la personne à qui je donnerais ma confiance

Certains se limitent à des gens qui leur sont déjà proches. Laurent Wehrli (PLR/VD) a choisi son directeur de campagne et un jeune PLR qui «vient humer l'air du bureau». Philippe Nantermod (PLR/VS) a donné un passeport à son assistant parlementaire et dit «encore réfléchir» pour l'autre.

Manfred Bühler (UDC/BE) a adoubé le vice-président de l'UDC du Jura bernois, Claude Röthlisberger. Frédéric Borloz (PLR/VD) joue la carte partisane: grâce à lui, le secrétaire du PLR vaudois Philippe Miauton, présenté comme «collaborateur personnel», peut déambuler librement à l'intérieur du bâtiment. Jean-Luc Addor (UDC/VS) a réservé ses cartes à son chef de campagne et à un privé qui travaille dans le domaine du handicap.

## Peu de réponses aux invitations

Les nouveaux élus réagissent avec la même prudence aux invitations qu'ils reçoivent. «Nous sommes submergés de sollicitations et d'informations», observe Géraldine Marchand-Balet (PDC/VS). «J'ai peu répondu aux invitations», avoue Benoît Genecand. La SSPA en sait quelque chose. Le 8 décembre, elle a convié tous les parlementaires, anciens et nouveaux, à un déjeuner-débat à l'Hôtel Bellevue.

Sur le podium: cinq nouveaux députés. Dans la salle: les membres de la SSPA et... seulement trois nouveaux élus! «Cela me gêne que les lobbyistes aient si mauvaise réputation. Ils apportent une contribution importante sur des thèmes que les politiciens ne peuvent pas connaître en détail», a regretté l'un des intervenants, Franz Grüter (UDC/LU).

Cela me gêne que les lobbyistes aient si mauvaise réputation. Ils apportent une contribution importante sur des thèmes que les politiciens ne peuvent pas connaître en détail

Tim Guldemann (PS/ZH) est du même avis. «Vous et nous avons un intérêt réciproque à améliorer cette réputation. Faites mieux», a-t-il lancé aux lobbyistes réunis le 8 décembre. «C'est vrai que nous recevons une foule d'invitations et de documentation. Mais c'est utile. Cela nous permet d'avoir une meilleure compréhension d'un sujet», confirme au Temps Laurent Wehrli.

La SSPA a pris des mesures pour restaurer la confiance. Elle mis sur pied une commission de

déontologie, un code éthique et un certificat en lobbying (LT des 21.03.14 et 14.08.15). Cela a fait fuir quelques membres en 2014, mais son président, Stefan Kilchenmann (Swisscom), se réjouit de voir que l'effectif est remonté cette année de 221 à 235. C'est d'ailleurs parce qu'elle prend de telles mesures que Franz Egle, ancien collaborateur du conseiller fédéral Flavio Cotti et co-fondateur de l'agence Dynamics Group, a décidé récemment d'adhérer à l'association. «C'est bien qu'il y ait des règles et celles de la SSPA sont bonnes», explique-t-il au Temps.

## Manque de clarté

Mais il y a aussi un effort à faire du côté du parlement. Les nouveaux ne sont pas toujours au clair avec la manière de présenter les personnes auxquelles ils donnent une carte d'accès. Il n'est pas rare qu'une personne désignée comme «invité» ou «collaborateur personnel» exerce une fonction dans un groupe d'intérêt sans que cela apparaisse clairement. Ainsi, la directrice de SantéSuisse est-elle présentée comme la collaboratrice personnelle de son président Heinz Brand (UDC/GR). Et il y a beaucoup d'autres cas de ce genre.

Géraldine Marchand-Balet, qui dit ne pas vouloir s'«empressement d'attribuer mes badges», en a donné un à Giovanni Giunta, qu'elle a inscrit comme «collaborateur personnel». Or, Giovanni Giunta est l'un des lobbyistes les plus chevronnés de la Berne fédérale. Il a oeuvré pour le Centre patronal, le Groupe romand pour le matériel de défense et de sécurité (GRPM) ou Relève PME. Il travaille aujourd'hui dans la reprise d'entreprises, mais il est effectivement devenu le collaborateur personnel de la Valaisanne. «J'ai accepté de l'épauler pour ses débuts sous la Coupole», explique-t-il.

Il n'est d'ailleurs pas exigé d'annoncer tous les mandats. Un seul suffit. Ainsi, le Jurassien Philippe Zahno est-il accrédité par Anne Seydoux (PDC/JU) comme président des Radios Régionales Romandes (RRR). Mais il est aussi le nouveau secrétaire général du GRPM.

De toute façon, les vrais lobbyistes sont dans la salle, pas dans les coulisses

Didier Berberat (PS/NE) est l'un de ceux qui se battent pour apporter davantage de clarté dans les profils des «invités». Dans une initiative parlementaire, le conseiller aux Etats demande que le nombre de lobbyistes soit limité, que chaque mandat et identité de l'employeur soit indiqué et que le registre public soit régulièrement mis à jour. Cette requête sera traitée en mars.

Elle vise notamment ceux qui utilisent une autre possibilité, légale mais plus opaque. Certains lobbyistes accèdent au bâtiment sur la base d'une simple autorisation journalistique, délivrée par un parlementaire. «Si je dois venir au Palais fédéral, je demande à un élu de me faire entrer. Mais la majorité de mes rendez-vous ont lieu à l'extérieur», témoigne l'un d'eux. Qui ne se prive pas de relever: «De toute façon, les vrais lobbyistes sont dans la salle, pas dans les coulisses.» Il fait allusion au fait que le système de milice repose sur la combinaison des tâches parlementaires et professionnelles. Chaque élu doit annoncer dans un registre et à la tribune les intérêts qu'il représente.

## À propos de l'auteur



**Bernard Wuthrich**

[@bdwuthrich](#)

Journaliste politique. Domaines d'intérêt: transports, énergie, finances, fiscalité, ...

- [Voir ses articles](#)

- Lui écrire